

COMMUNIQUÉ DE PRESSE



ANNONCES D'EMMANUEL MACRON SUR LE SÉPARATISME DES MESURES COERCITIVES ET DÉCONNECTÉES DE LA RÉALITÉ DE L'URGENCE SOCIALE

Paris, le 02 octobre 2020

Alors que le Président de la République a détaillé ce matin son plan d'action contre « les séparatismes » depuis les Mureaux dans les Yvelines, #NousDemain souligne le risque de stigmatisation à l'égard de l'islam et s'interroge sur la nécessité d'une telle loi alors que l'urgence devrait être de répondre à la crise sociale et à l'explosion de la pauvreté dans notre pays.

En effet, malgré la déclinaison au pluriel du concept développé par Emmanuel Macron c'est bien l'islam qui est visé par ce texte. Formation des imams, dispositifs anti-putsch dans les mosquées, même les mesures présentées comme plus globales telles que la « contrat des valeurs de la République » pour les associations et l'obligation neutralité pour les salariés des entreprises délégataires de services publics ciblent particulièrement cette religion. S'il existe bien « un séparatisme islamiste » qui s'exprime dans une radicalité et une violence contre lesquelles il faut absolument lutter, il existe bien d'autres formes de séparatismes qui divisent notre société. On pense notamment à l'extrême droite dont les discours haineux gangrènent le débat public et médiatique.

Surtout, n'oublions pas que le premier séparatisme en France est social. Dans les quartiers populaires la pauvreté explose, nos concitoyens les plus fragiles sont de plus en plus nombreux à sombrer dans la spirale de la précarité. Quand la Fédération des acteurs de la solidarité souligne une augmentation de 30 à 40% de la demande d'aide alimentaire, quand des ménages n'arrivent plus à payer leur loyer ou à nourrir leurs enfants voilà le véritable terreau de la violence, de la défiance et de la fracturation sociale.

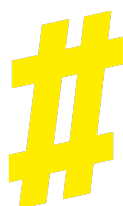
Dans ce contexte #Nous Demain, dénonce un ensemble de mesures coercitives juridiquement fragiles, peu opérationnelles, potentiellement dangereuses pour les

#NOUSDEMAIN

libertés et surtout inopportunes au vu de l'urgence sociale à laquelle nous sommes confrontés.

Aussi, bien que le Président ait reconnu les failles de notre République, de nos politiques d'intégration et de la ville, le discours qui suit ce constat d'insuffisance ne va en aucun cas jusqu'aux racines du problème. Un retour à l'école pour tout le monde oui ! Mais avec quels moyens, avec quels effectifs et quelles infrastructures ? Reconquérir les quartiers oubliés par la République et les intégrer dans le plan de relance oui ! Mais quelles actions concrètes ?

Autant de sujets sur lesquels les députés membres de #NousDemain seront particulièrement vigilants lors de l'examen prochain du Projet de Loi de Finance à l'Assemblée nationale et dans le cadre du plan d'action contre la précarité, annoncé par le Premier ministre Jean Castex. Nous verrons alors si la déclinaison concrète des engagements pris est à la mesure de l'enjeu prioritaire qu'est cette fracture sociale, exacerbée par la crise sanitaire et dont on ne voit aujourd'hui que la face visible de l'iceberg.



www.nousdemain.eu
contact@nousdemain.eu